

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 12 mai 2025

Nos réf. : SAU/DDH/MI n° 25 - 263

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EOLIENNES DE DOSNON

Parcelle ZZ 43

10700 DOSNON

Code AIOT : 0005704190

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 1^{er} avril 2025 dans l'établissement EOLIENNES DE DOSNON implanté à DOSNON. L'inspection a été annoncée le 4 mars 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite du parc éolien de DOSNON, exploité par délégation par la société CGNEE, dont les aérogénérateurs sont implantés sur la commune de DOSNON et le poste de livraison sur la commune d'ALLIBAUDIERES. Cette inspection a été menée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées de l'Aube pour l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOLIENNES DE DOSNON
- Les éoliennes de Dosnon Parcelle ZZ 43 10700 Dosnon
- Code AIOT : 0005704190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de DOSNON est composé de 3 aérogénérateurs de 2,5 MW et d'un poste de livraison. Il a été mis en service en 2012 et bénéficie de l'antériorité des permis de construire délivrés le 30 août 2007.

Avec les parcs éoliens de LE CHENE, ALLIBAUDIERES, ORMES, Boyard et Vignes Hautes, il compose un ensemble nommé "Parc éolien des Monts d'Arcis" comprenant 14 aérogénérateurs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
3	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
5	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
6	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
7	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
8	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
9	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
10	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
11	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
12	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
13	Section 8 : Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite montrent la prise en compte par l'exploitant des prescriptions. Une observation est faite à l'exploitant sur la nécessité de respecter le délai de transmission des suivis environnementaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>Pour un projet de renouvellement autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par le II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
Constats : <p>Par message électronique du 19 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport « Suivi de mortalité de l'avifaune et des chauves-souris - Suivi de l'avifaune nicheuse - Parc éolien des Monts d'Arcis » de décembre 2017 et l'attestation de dépôt n° 22689895 du 25 février 2025.</p> <p>Le rapport fait mention de prospections réalisées entre le 13 avril 2017 et le 18 octobre 2017 et de 15 écoutes réalisées entre le 12 juillet 2017 et le 18 octobre 2017.</p> <p>Il ressort du suivi de l'avifaune nicheuse l'observation de 8 espèces remarquables présentant des comportements de vol sensible au risque de collision avec les éoliennes (milan royal, busard cendré, milan noir, faucon crécerelle, busard Saint-Martin, l'œdicnème criard, la buse variable et le héron cendré).</p> <p>Le protocole de suivi de mortalité mis en œuvre est adapté d'après Arnett et al. (2008) et Baerwald et al. (2008), basé sur les transects circulaires sous la zone de survolo par les pâles (rayon 50 m).</p>

<p>Lors du suivi de mortalité, un cadavre de perdrix grise a été découvert sous l'éolienne Dosnon 8 le 12 juillet 2017 et un cadavre de pipistrelle commune le 7 septembre 2017 sous cette même éolienne. Aucun cadavre n'a été découvert sous les éoliennes Dosnon 7 et 9. Il ressort du suivi réalisé un taux de mortalité estimé sur le parc des Monts d'Arcis qui semble élevé mais pour le parc de Dosnon, celui-ci reste inférieur aux parcs éoliens de même type.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant a réalisé le suivi environnemental mais que le versement n'a pas été réalisé dans le délai imparti. Elle demande à l'exploitant de veiller au respect du délai de transmission et de versement des prochains suivis réalisés sur le parc éolien.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Section 4 – Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p>Thème(s) : Autre, Intrusion</p>
<p>Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clefs afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Constats : Par sondage, l'inspection s'est rendue à l'intérieur des aérogénérateurs Dosnon 7 et Dosnon 9 et du poste de livraison. L'exploitant indique que la numérotation des éoliennes est faite pour l'ensemble du parc éolien des monts d'Arcis. Elle a constaté pour chacun la présence d'une porte fermant à clefs empêchant l'accès des personnes non autorisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Section 4 – Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Autre, Signalisation</p>
<p>Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace
<p>Constats : Par sondage, l'inspection s'est rendue sur les plateformes des aérogénérateurs E1 et E3 qui portent respectivement sur leur mât et en caractères lisibles les n° T7 et T9, correspondant à la numérotation permettant de repérer ces installations dans l'ensemble du parc éolien des Monts d'Arcis, dont fait partie le parc éolien de DOSNON.</p>

Pour chacune de ces plateformes et sur le poste de livraison où l'inspection s'est également rendue, elle a constaté la présence de panneaux, en caractères lisibles, comportant les consignes et pictogrammes mentionnés dans la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Autre, Formation des personnels intervenants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pendant la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un registre consignait les exercices réalisés pour l'ensemble du groupe CGNEE et non uniquement pour le parc éolien de DOSNON. Ce registre comporte le retour d'expérience des exercices et les mesures à prendre à l'issue.</p> <p>L'exploitant a également présenté les attestations de formation du personnel pour l'incendie et pour le signalement de danger. Avant chaque accès à un aérogénérateur, il remet une fiche, contre signature, aux opérateurs extérieurs reprenant les consignes et procédures à suivre en cas d'urgence. Cette fiche est présentée à l'inspection.</p> <p>L'exploitant tient un registre des accidents/incidents pour l'ensemble du groupe CGNEE dans lequel aucun évènement n'est répertorié pour le parc éolien de DOSNON.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Autre, Propreté de l'intérieur du de l'aérogénérateur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection s'est rendue à l'intérieur des mâts des éoliennes Dosnon 7 et Dosnon 9 et y a constaté un bon état de propreté et l'absence d'entreposage de matériaux combustibles ou inflammables.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Autre, Brides de fixations
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Au cours de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de contrôle n° 1335896 du 25 août 2023 faisant état de la conformité du contrôle visuel opéré sur l'ensemble des brides et fixations et du contrôle du serrage d'un échantillon de 10 % des ces éléments. Le registre d'intervention présenté montre le respect de la fréquence de contrôle prescrite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Autre, Manuel d'entretien de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Par message électronique du 19 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le manuel d'entretien de l'installation détaillant notamment les opérations de maintenance à réaliser et leur fréquence. Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection le registre de maintenance donnant accès aux détails des différentes interventions réalisées et aux photographies justificatives des opérations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a montré à l'inspection 2 bordereaux de suivi de déchets, réceptionnés Trackdéchets, datés du 31/08/2023 et 26/08/2024.

Les 2 bordereaux présentés sont complétés et signés pour chaque étape de transfert du déchet et mentionnent « Les éoliennes de Dosnon » comme producteur du déchet et les références des transporteurs, lieux d'entreposage intermédiaire, conditionnement, quantités et de l'installation de réception.

Par sondage, l'inspection s'est rendue sur les plateformes des éoliennes Dosnon 7 et Dosnon 9 et y a constaté l'absence de traces de brûlage à l'air libre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Constats :

Avant chaque accès à un aérogénérateur, l'exploitant déclare remettre une fiche, contre signature, aux opérateurs extérieurs reprenant les consignes et procédures à suivre en cas d'urgence. Cette fiche est présentée à l'inspection.

L'exploitant dispose également de consignes de sécurité comprenant les mesures à mettre en œuvre. Par sondage l'inspection a consulté les consignes relatives à la survitesse et à l'incendie.

Par sondage, l'inspection s'est rendue à l'intérieur des éoliennes Dosnon 7 et Dosnon 9 et y a constaté dans chacune la présence d'un manuel de sécurité avec les différentes consignes rédigées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Astreintes sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare pendant la visite avoir équipé son installation d'une supervision à distance reliée au centre de supervision, basé à Paris, pouvant mettre les machines à l'arrêt à distance. Le centre peut également transmettre l'alerte aux services d'urgence dans un délai inférieur à 15 minutes en cas de fonctionnement anormal ne pouvant être remédié à distance.</p> <p>Une astreinte est mise en place pour l'ensemble du groupe CGNEE et le turbinier dispose également d'un système d'astreinte. Le centre de maintenance du turbinier est situé à VERTUS (51), soit à moins d'une heure par la route, en conditions normales, du parc éolien de DOSNON.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de prévention incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection s'est rendue à l'intérieur des mâts des éoliennes Dosnon 7 et Dosnon 9 et a constaté la présence d'un extincteur au niveau du pied du mât. Chaque extincteur porte une étiquette mentionnant son dernier contrôle réalisé en juin 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, détection ou déduction de formation de glace
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.
Constats : L'exploitant déclare que les pâles des éoliennes sont équipés de capteurs de détection de balourd. En cas de détection, l'éolienne est mise à l'arrêt. Ensuite, un contact local se rend sur place pour une vérification visuelle et en absence de glace, appelle ensuite le centre de supervision pour relancer la machine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Section 8 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : Par message électronique du 19 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'acte de cautionnement solidaire n°VS289-01012021 du 28 octobre 2022, concernant les 3 éoliennes du parc éolien de DOSNON, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2025.
Type de suites proposées : Sans suite